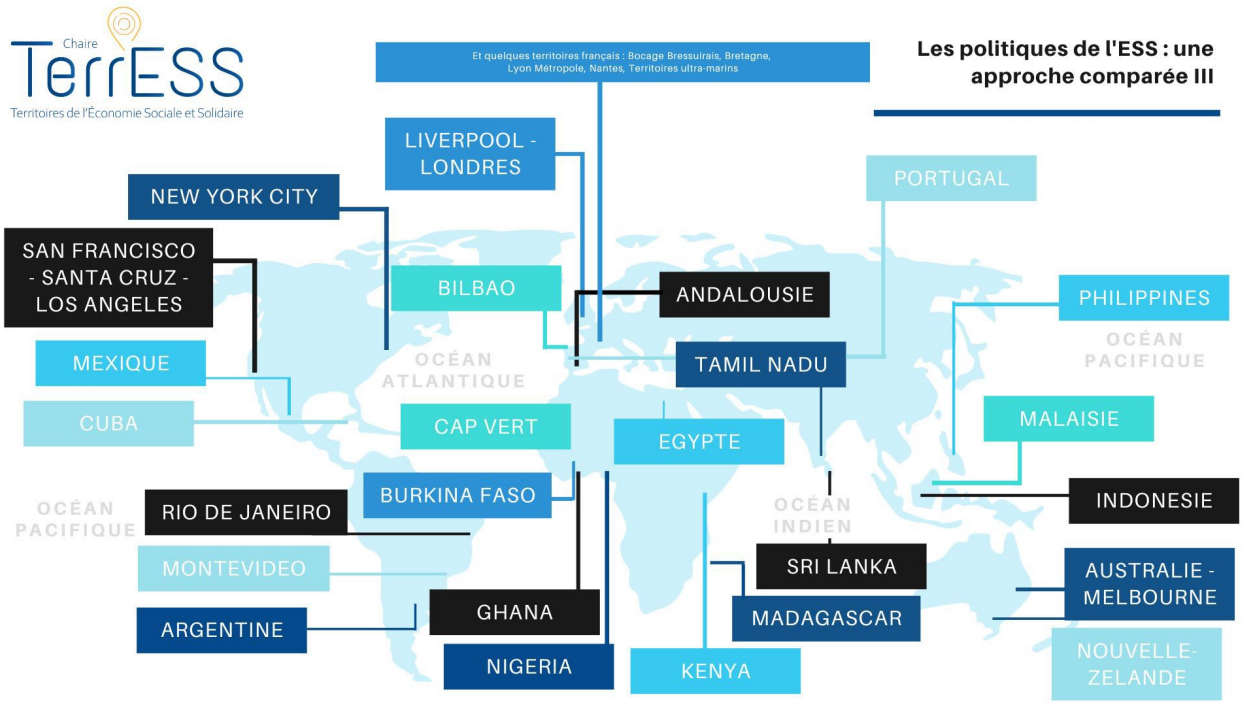
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



Montevideo (Uruguay) : une capitale pionnière de l'économie sociale et solidaire en Amérique Latine

Par Charlotte RÉGÈS, Margaux MARTINEZ et Charlotte MARION

En août 2024, Montevideo, capitale de l'Uruguay, s'est imposée comme un carrefour international de l'économie sociale et solidaire (ESS) en accueillant le quatrième forum régional sur le développement économique local pour l'Amérique latine et les Caraïbes.[74] Cet événement majeur, prélude au Forum mondial prévu à Séville en 2025, a rassemblé des acteurs clés du développement local, offrant une plateforme unique pour réfléchir aux défis économiques et sociaux contemporains. Dans le cadre des célébrations du 300e anniversaire de Montevideo, accueillir ce forum illustre l'engagement de la ville en faveur d'un développement durable et inclusif.

L'histoire de l'ESS en Uruguay trouve ses racines dans les vagues migratoires européennes du XIXe et du début du XXe siècle, qui ont donné naissance aux premières organisations ouvrières, syndicats et mutuelles. La fondation de la Coopérative Ouvrière de Consommation du Frigorifique Liébig en 1903 et de la coopérative "La Unión" en 1909, composée d'ouvriers textiles, marque le début d'un mouvement coopératif dynamique.[75]

Aujourd'hui, Montevideo, en tant que centre du pays, participe pleinement à l'essor de l'ESS. La capitale abrite des infrastructures et des centres de formation dédiés qui créent un environnement propice aux initiatives privées visant l'intérêt général tout en promouvant une organisation plus horizontale. C'est pourquoi l'Uruguay, petit pays d'Amérique latine connu pour sa stabilité politique et son faible niveau de corruption, s'impose et se distingue sur le continent comme un terreau fertile pour le développement de l'ESS.

Un cadre législatif et institutionnel pour une économie sociale et solidaire structurée

Des premières lois fondatrices à la reconnaissance de l'ESS nationale en 2019

En 1968, une première loi a permis la mise en place du Plan Nacional de Viviendas, le premier plan national de logements marquant ainsi le début des politiques en faveur de l'ESS en Uruguay. En 2008, une loi générale sur le coopérativisme a posé les bases du développement de l'ESS renforcé par la création de l'Institut National des Coopératives (INACOOP). Cet organisme soutient les coopératives avec des centres de formation tels que l'Unidad Social y Solidaria à Montevideo. Par ailleurs, le décret de 2011 a instauré le Fonds de développement (FONDES), garantissant le financement et la pérennité des projets d'ESS. D'autres lois, comme celle de 2014 sur la production agricole familiale et la pêche artisanale ont apporté un appui spécifique aux

[74] LED World Forum. *Montevideo accueille le 4ème Forum régional sur le développement économique local pour l'Amérique latine et les Caraïbes*, 2024.

[75] Delgado Soares Netto, F. Les relations entre droit du travail, coopérativisme et économie sociale et solidaire en Uruguay. *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale*, 3, 144–157, 2022

petits producteurs. Ainsi, le cadre juridique de l'ESS inclut des lois spécifiques qui favorisent le développement des coopératives et d'autres entités de l'ESS. Néanmoins, c'est véritablement, la loi-cadre ESS de 2019 qui consacre la place éminente de l'ESS dans le développement de l'Uruguay en lui offrant une définition juridique englobant toutes initiatives de solidarité et en affirmant d'intérêt national "*la promotion, la diffusion, la stimulation et le développement de l'Économie Sociale et Solidaire, dans toutes ses formes d'expression*".[76] Ce cadre a favorisé un développement sectoriel de l'ESS qui se traduit par la part significative d'énergies renouvelables (94,5%) utilisées en Uruguay, le respect des droits du travail, la baisse du taux de pauvreté depuis 2003, et l'un des indices de développement humain (IDH)[77] les plus élevés de la région.[78] En effet, en 2022, l'IDH de l'Uruguay s'élevait à 0,83, lorsque la moyenne des pays d'Amérique latine et des Caraïbes se situait à 0,79.

Consolidation institutionnelle

Par ailleurs, le Plan Montevideo d'Économie Sociale et Solidaire fournit un cadre pour orienter les politiques locales et renforcer les capacités des acteurs de l'ESS. De plus, la ville de Montevideo bénéficie d'un écosystème d'accompagnement, nous pouvons en distinguer trois : les institutions représentatives comme l'INACOOP et CUDECOOP, les agences de soutien comme les incubateurs et les plateformes d'innovation sociale, et finalement, les partenariats avec des acteurs locaux. Les politiques de l'ESS sont alors intégrées dans des plans de développement économique locaux afin de renforcer l'emploi local, la commercialisation directe de produits locaux à prix équitable et le soutien aux initiatives féminines et à l'inclusion socio-économique par l'éducation mais aussi par des coopératives d'habitation facilitant l'accès au logement social. Ainsi, la dimension territoriale des activités de l'ESS à Montevideo a pour objectif de créer des liens de proximité et d'échanges plus forts entre les prestataires et les destinataires. Si le cadre législatif national apparaît solide, Montevideo a su l'adapter et le renforcer pour répondre aux enjeux spécifiques de la ville.

[76] International Cooperative Alliance. *L'Uruguay adopte la loi sur l'économie sociale et solidaire*. ICA Coop, 2020.

[77] IDH, calculé par le Programme des Nations Unies pour le développement, évalue la qualité de vie dans chaque pays en prenant en compte l' espérance de vie, le niveau d'éducation et de revenus. Il est représenté par un nombre entre zéro et un, 1 symbolisant le niveau de qualité de vie le plus élevé.

[78] Frémont, C., Coville, A., Toulet, M., Assanelli, E., & Souffran,). *Uruguay*. Chaireterres. 2023.

La politique d'ESS à Montevideo : une solution territorialisée aux défis nationaux.

L'ESS représente une part significative de l'économie uruguayenne. En 2017, le pays comptait 3 653 coopératives employant plus de 11 000 personnes[79]. À Montevideo, des coopératives, associations, mutuelles et fondations agissent dans divers secteurs comme l'agriculture, la finance, le logement, la santé et l'éducation, et jouent un rôle crucial en constituant la base de l'action sociale à Montevideo. Les coopératives d'habitat, soutenues par la FUCVAM, permettent de répondre à la crise du logement en garantissant un accès équitable à un logement digne.[80] L'ESS joue un rôle crucial pour répondre aux défis publics à Montevideo. Face au chômage, qui concerne 23 % de l'économie informelle[81], les coopératives et entreprises autogérées offrent des emplois stables, notamment aux jeunes et aux femmes. La crise du logement est atténuée par les coopératives d'habitat, qui réduisent la ségrégation urbaine. Dans les quartiers défavorisés, des initiatives comme la micro-finance ou l'entrepreneuriat féminin renforcent l'inclusion sociale. Pour répondre à l'insécurité alimentaire, des marchés solidaires et projets d'agriculture urbaine relient producteurs locaux et consommateurs, tout en promouvant des pratiques durables. Ainsi, l'ESS est une réponse aux défis sociaux et économiques de Montevideo.

L'agenda de droits, principe de la démocratie participative au cœur des politiques publiques

L'ESS à Montevideo reflète des principes de solidarité, démocratie participative et durabilité, inscrits dans la loi de 2019.[82] Ce modèle promeut l'inclusion des populations marginalisées, l'économie circulaire et la transition écologique. À Montevideo, il contribue à un modèle résilient face aux crises économiques et environnementales, tout en consolidant la justice sociale, l'équité et participation citoyenne renforcées par la mise en place de l'agenda des droits. Ainsi, des acteurs sociaux organisés exercent une influence sur la législation en favorisant l'inclusion de nouveaux droits. Ces mouvements sociaux, impulsant l'agenda des droits[83], sont eux-mêmes accompagnés par des législateurs progressistes et par le parti actuellement au pouvoir : *Frente Amplio*. Ainsi, les principes fondamentaux de l'ESS sont intégrés dans la loi uruguayenne grâce à la convergence de mouvements et des luttes féministes particulièrement actives dans les coopératives. Le référentiel de la politique d'ESS de Montevideo vise alors à renforcer la démocratie participative qui constitue un pilier des politiques d'ESS. Elle est d'ailleurs

[79] Coops4Dev. *Uruguay - Key figures report*. 2020. (https://coops4dev.coop/sites/default/files/2020-09/Uruguay%20-%20Key%20Figures%20Report.pdf)

[80] Antúnez, H. *Un projet d'habitations de la coopérative Covimt 9*. Entretien édité par Bea Varnai, FUCVAM, Urbamonde. Dans *Cités, Territoires, Gouvernance : Le territoire au cœur de la transition*. 2015.

[81] Organisation internationale du travail (OIT). *Relations entre organisations de travailleurs et travailleurs de l'économie informelle – Recueil de pratiques (édition française)*. Genève, 2019.

[82] RIPESS. *Entretien avec Helena Almirati : « Cette loi guidera, continuons à travailler jour après jour, chapitre après chapitre »*. RIPESS. 2020

[83] Aguiar Antia, Sébastián. « Agenda des droits en Uruguay. Événement, biopolitique, immunité et force de loi. », *Politika*, février 2019.

encouragée par la mise en place de mécanismes locaux de gouvernance et de prise de décision collaborative comme les Conseils municipaux.

Le droit coopératif mis à l'honneur à Montevideo

De plus, les politiques d'ESS de Montevideo se définissent notamment par le droit coopératif. La crise économique des années 2000 a conduit à la mise à l'agenda des modèles coopératifs: la loi de 2008 et la création de l'Institut National de Coopérativisme (INACOOP)[84] en sont la preuve. Toutefois, il y a d'autres termes employés pour caractériser l'ESS de Montevideo comme l'économie sociale ou l'entrepreneuriat social. Ces différentes formulations résultent des débats politiques autour de l'ESS comme lors du débat national "Vers une loi sur l'économie solidaire" tenu en 2011, ou encore en décembre 2019 quand la Chambre des représentants a approuvé la loi sur « l'économie sociale solidaire » affirmant la caractéristique sociale d'une économie qui est plus que « solidaire »[85] .

L'ESS, moteur du développement économique, social et environnemental

La politique d'ESS à Montevideo s'inscrit pleinement dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). D'abord, l'ESS contribue à l'égalité des sexes (ODD 5) par des programmes spécifiques favorisant l'intégration des femmes dans des projets économiques solidaires, contribuant ainsi à réduire les inégalités de genre. Elle soutient également le travail décent et la croissance économique (ODD 8), en créant des emplois stables[86] au sein de coopératives et d'entreprises sociales tout en intégrant les populations marginalisées. Par ailleurs, les politiques d'ESS à Montevideo s'alignent sur l'ODD 10 dans la lutte contre les inégalités, en renforçant l'accès aux opportunités pour des groupes vulnérables comme les femmes ou les travailleurs informels. En matière d'urbanisme, l'ESS à Montevideo vise à renforcer la résilience des communautés urbaines (ODD 11) par des projets locaux favorisant l'autonomie des quartiers, comme les circuits courts alimentaires ou la gestion participative de services publics. Enfin, elle promeut des pratiques d'économie circulaire et durable (ODD 12) via des coopératives locales engagées dans l'agriculture responsable ou les énergies renouvelables faisant de Montevideo un modèle pour d'autres villes[87].

Des soutiens variés et des innovations pour une ESS durable à Montevideo

Le soutien institutionnel à l'ESS à Montevideo repose sur une diversité d'instruments qui garantissent son développement. L'Uruguay se distingue des politiques d'ESS de ses voisins de par le soutien massif des pouvoirs publics, notamment l'État. Ainsi, les subventions et financements

[84] Ley N° 18.407, Ley de cooperativas. Regulación, Constitución, Organización y Funcionamiento, 2008

[85] Coraggio, José-Luis. « L'économie sociale et solidaire et son institutionnalisation en Amérique latine : cinq pays, cinq processus ». *Revue Française de Socio-Économie*, 2015/1 n° 15, 2015. p.233-252.

[86] Municipalité de Montevideo, « Un espace public de travail collaboratif soutenant l'économie sociale et solidaire », *Cités, Territoires, Gouvernance*, 2019.

[87] Intendencia Montevideo, « Economía Social y Solidaria », 2021 : (https://montevideo.gub.uy/areas-tematicas/empresas-y-economia/economia-social-y-solidaria)

publics jouent un rôle clé : les politiques de l'ESS sont soutenues par des unités municipales dédiées comme l'Unité de l'économie sociale et solidaire de la municipalité de Montevideo. De plus, le FONDES-INACOOP, créé en 2011, finance des projets coopératifs dans les secteurs prioritaires, comme l'agriculture ou l'alimentation. L'ANDE (Agence Nationale de Développement) complète ce dispositif en soutenant des entreprises sociales innovantes, en particulier dans les zones rurales et marginalisées. Au niveau foncier, le 'Plan Nacional de Viviendas' facilite l'accès à des logements pour les populations vulnérables via des coopératives où les bénéficiaires participent activement à la construction et à la gestion. Enfin, des partenariats public-privé renforcent la politique d'ESS en alignant les entreprises sociales avec des priorités nationales comme la transition énergétique, notamment grâce à leur participation aux conseils consultatifs de transformation productive. Tant d'instruments qui témoignent d'un soutien structuré pour l'ESS à Montevideo, combinant appui financier, technique et institutionnel. Cette interaction entre les valeurs sociales et les structures démocratiques contribue à inscrire les politiques d'ESS dans un cadre légal et participatif à Montevideo.

Une ESS innovante : le cas de l'espace collaboratif Enlace

Par ailleurs, l'innovation est un pilier central de la politique ESS de Montevideo. Parmi les initiatives marquantes, l'espace de co-working public « Enlace »[88], premier du genre en Uruguay, facilite la collaboration entre acteurs et stimule l'innovation sociale. Le projet « Enlace » regroupe 20 coopératives, héberge 5 organismes communautaires et a permis la participation de plus de 2500 personnes à ses événements, tout en garantissant 180 emplois stables. Il a pour objectif de relier le secteur public et l'entreprenariat en encourageant notamment l'innovation, la cogestion et la promotion de l'ESS dans des secteurs dans lesquels elle n'est pas présente comme les industries créatives (design, audiovisuel, etc). 'Enlace' contribue au développement, à l'inclusion des organisations locales en favorisant un environnement coopératif. L'INACOOP, la ville de Montevideo, les entreprises basées à Enlace et le mouvement coopératif financent ce projet.

Par ailleurs, le recours à des technologies adaptées à l'ESS, comme le SIIAS[89] (Sistema Integrado de Información del Área Social), améliore la coordination entre les acteurs sociaux en fournissant des données précises sur les populations vulnérables. Plus généralement, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Montevideo organise également des ateliers pour promouvoir l'innovation sociale, permettant localement de piloter des projets expérimentaux comme l'intégration des recycleurs informels dans un système formel[90] : cette initiative a amélioré les conditions de travail des recycleurs tout en renforçant leur inclusion sociale et économique.

Éduquer et sensibiliser au service de l'ESS

[88] Municipalité de Montevideo, « Un espace public de travail collaboratif soutenant l'économie sociale et solidaire », *Cités, Territoires, Gouvernance*, 2019.

[89] Johannes Hartmann, Till & Price Ivins, Courtney. « Uruguay's award-winning innovations for social protection », *World Bank Blogs*, 2016

[90] Pena, Alvaro et al. « Renewing the Socioeconomic fabric of Montevideo through waste », *Medium*, 2022.

Parallèlement à ces espaces innovants favorisant la synergie des projets, Montevideo se distingue par ses efforts de sensibilisation et de formation à l'ESS. Depuis 2012, la Journée nationale de l'ESS, célébrée le 14 novembre, constitue un événement phare pour informer les citoyens à travers des ateliers et événements dédiés. De plus, le centre de formation Unidad Social y Solidaria propose des programmes spécialisés pour accompagner les professionnels, entrepreneurs sociaux et membres de coopératives. Par ailleurs, l'Université de la République (UdelaR) intègre l'ESS dans ses cursus académiques[91], encourageant ainsi la recherche et la formation sur les pratiques économiques durables. Cette collaboration entre municipalité, institutions éducatives et organisations locales contribue à diffuser les principes de l'ESS auprès des nouvelles générations et à renforcer son ancrage dans la société uruguayenne. L'impact de l'ESS à Montevideo est donc déjà perceptible et positif. Bien que les données spécifiques sur les conséquences concrètes demeurent limitées, la Banque mondiale émet régulièrement des rapports qui soulignent la stabilité sociale et économique de l'Uruguay, un pays qui se distingue par cet environnement favorable au développement de l'économie sociale et solidaire.

Montevideo, une ESS tournée vers l'avenir

Ainsi, la politique d'ESS à Montevideo combine inclusion sociale, durabilité économique et innovation pour relever les défis locaux. Avec un soutien institutionnel solide, des initiatives innovantes et un impact déjà tangible, l'ESS se positionne comme un outil essentiel pour construire une économie plus résiliente et équitable dans la capitale uruguayenne. Toutefois, son avenir dépend en grande partie des orientations politiques locales. La maire actuelle de Montevideo, Carolina Cosse, membre du Frente Amplio (coalition de gauche), joue un rôle crucial dans le maintien de l'engagement de la municipalité envers l'ESS. L'élection récente de Yamandú Orsi, également membre du Frente Amplio, à la présidence marque un tournant par rapport à la présidence libérale de Luis Lacalle Pou ayant modifié les priorités gouvernementales depuis 2019. Une élection qui ouvre la voie à une coopération accrue entre les niveaux de pouvoir, essentielle pour préserver et amplifier les acquis de l'économie sociale et solidaire à Montevideo, et plus largement en Uruguay.

[91] Cours intitulé "Curso taller de cooperativismo, asociativismo y economía solidaria", Universidad de la República de Uruguay.

Annexes

Loi numéro 18.848 de l'Économie Sociale et Solidaire d'Uruguay, 2019.

Source: http://www.socioeco.org/app_legislation_fr.html#geo_3

CAPÍTULO I

DE LA DECLARATORIA, DEL OBJETO Y DE LA COMPOSICIÓN DE LA ECONOMÍA SOCIAL Y SOLIDARIA

Artículo 1°. (Objeto).- La presente ley tiene por objeto reconocer, promover y apoyar a la Economía Social y Solidaria, en sus diversas manifestaciones, determinando las medidas de fomento de acuerdo a los fines y principios que las caracterizan y sin perjuicio de las regulaciones específicas que cada una de ellas tenga.

Artículo 2°. (Declaratoria de interés nacional).- Se declara de interés nacional, la promoción, difusión, estímulo y desarrollo de la Economía Social y Solidaria, en cualquiera de sus expresiones.

Artículo 3°. (Composición).- La economía social y solidaria está compuesta por el conjunto de entidades que en el ámbito privado desarrollan actividades económicas, sociales, culturales y ambientales, de conformidad con los principios recogidos en el artículo 4° de esta ley y persiguen el interés común de sus integrantes, el interés general económico o social, o ambos.

CAPÍTULO II

DE LOS PRINCIPIOS DE LA ECONOMÍA SOCIAL Y SOLIDARIA

Artículo 4°. (Principios).- Las entidades de la Economía Social y Solidaria deberán observar los siguientes principios:

a) La persona debe ser el centro de la actividad económica y social, teniendo absoluta primacía frente al capital.
b) Las relaciones entre los integrantes de la iniciativa se sustentarán en la solidaridad, la cooperación, la reciprocidad y el control democrático, primando el interés común por sobre el individual.
c) La gestión debe ser autónoma, democrática y participativa.
d) Debe existir un compromiso con la comunidad, la organización y desarrollo local y territorial, y con el cuidado del medio ambiente.
e) En los casos en que la forma jurídica lo habilite, la distribución de excedentes se efectuará principalmente en función del trabajo aportado y servicio o actividad realizada por los asociados y asociadas.
f) Promover la equidad de género y favorecer la inclusión social de personas con dificultades de inserción.

El Poder Ejecutivo reglamentará todos los requisitos necesarios para la determinación del efectivo cumplimiento de los principios incluidos en el presente artículo.

Asimismo, serán de aplicación los principios universales del cooperativismo referidos en el artículo 7° de la Ley N°18.407, de 24 de octubre de 2008, en lo no previsto en la presente ley y en cuanto sean compatibles con los principios relacionados en el presente artículo.

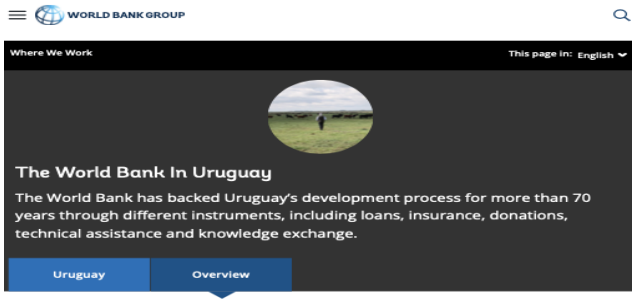
“Cités Territoires Gouvernance”, chiffres à propos du projet *Enlace* en 2019.

Résultats et impacts

Enlace a prouvé son impact positif sur les organismes communautaires et les entreprises coopératives impliquées, en leur offrant une plateforme de croissance et de coopération. De nouvelles organisations ont adopté l’économie sociale et solidaire à travers Enlace.

- 20 coopératives sont hébergées de manière permanente
- 5 organismes communautaires sont hébergés de façon permanente
- 40 institutions, coopératives et organisations ont utilisé l’espace
- 180 personnes travaillent de manière pérenne chez Enlace
- 2500 personnes ont participé à des événements organisés dans l’espace
- 5 entreprises coopératives ont utilisé Enlace comme espace d’incubation

Évaluation de la situation économique uruguayenne par la Banque Mondiale en 2024.



Overview

Context | Strategy | Results

Uruguay stands out in Latin America for being an egalitarian society, for its high per capita income, and for its low levels of poverty and inequality. In relative terms, its middle class is the largest in the LAC region and represents more than 60 percent of its population.

Following the 2002 crisis, sound macroeconomic management and favorable external conditions supported a prolonged period of economic expansion. However, growth has slowed since 2015, amid normalizing commodity prices, the health crisis triggered by the COVID-19 pandemic, and climate shocks such as the severe drought that hit the country between October 2022 and August 2023. Despite the unfavorable context, Uruguay has maintained prudent fiscal management anchored in the fiscal rule and has the lowest sovereign spreads in the region.

In 2023, the economy grew by 0.4 percent, largely reflecting the drought-induced decline in agricultural production. Economic growth is expected to recover to 3.2 percent in 2024, driven by exports and private consumption, and supported by improvements in the labor market and inflation rates within the Central Bank of Uruguay's target range.

Despite its economic and social stability, structural limitations hinder the country's ability to bridge significant disparities. While only an estimated 6.7 percent of the population is considered poor under the international poverty line of $6.85 per person per day (2017 PPP), the rate is twice as high among children, adolescents, and the Afro-descendant population. Income inequality has not narrowed in recent years, with the Gini Index remaining at about 40.9 points. Although this is one of the lowest levels in Latin America, it remains high compared to other countries outside the region.

Comparatively low education outcomes given the country's income level, weak global integration, and exposure to climate shocks are some of the most relevant challenges facing the country.

Uruguay has been a pioneer in the development of financial instruments to address climate change. One key example is the recent approval of the first-ever loan linking the financing conditions of a World Bank loan with the achievement of ambitious environmental targets. This mechanism could lead to a reduction of up to US$12.5 million in interest payments over the life of the loan if Uruguay achieves a verifiable decrease in the intensity of methane gas emissions from livestock production.

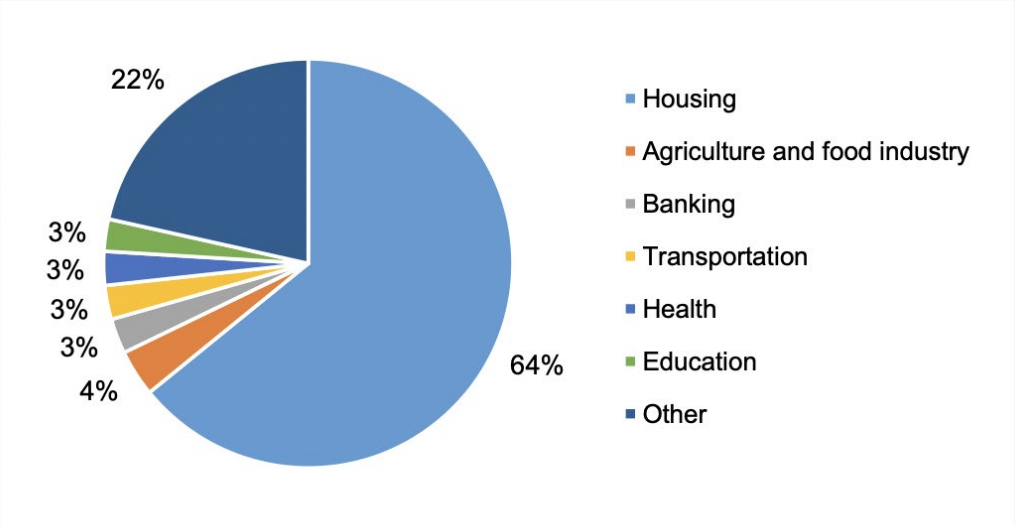
Last Updated: Oct 14, 2024

Informations et statistiques sur l'importance des coopératives en Uruguay

Source: ICA – EU Partnership. *Mapping: Key figures national report: Uruguay*. Coops4Dev. 2020.

Lien: https://coops4dev.coop/en/4devamericas/uruguay

vii. Percentage of total cooperatives by sector



Sector	Cooperatives	Empleoyment	Membership
Banking	94	-	-
Insurance	2	-	-
Commerce	62	-	-
Industry	76	-	-
Agriculture and food industry	125	-	-
Education	86	-	-
Transportation	91	-	-
Accommodation and food	8	-	-
Administrative services	13	-	-
ICT's	16	-	-
Health	91	-	-
Construction	26	-	-
Housing	2177	-	-
Professional services	56	-	-
Other	730	-	-
Total	**3 653**	**11 103**	**1 285 193**

Exemple du fonctionnement d'une coopérative selon les principes de l'ESS à Montevideo

Source: https://www.citego.org/bdf_fiche-document-277_fr.html

Covimt 9 est une coopérative affiliée à la Fédération Uruguayenne des Coopératives d'Habitation (Fucvam) fondée en 1970 sur les principes d'autogestion, d'aide mutuelle, de propriété collective et de démocratie participative.

Carte mentale interractive:

Lien: https://desmographie.citego.org/atlas_fr#resource:/citego.org/base/document/277

Pour plus d'informations sur le rapport sur Covimt 9: 02-experience_fucvam.pdf

Bibliographie

Associations et Organisations internationales :

Chaire Territoires et ESS. *Les politiques de l'ESS : une approche comparée*. Par Clémence Frémont, Aurore Coville, Marie Toulet, Emma Assanelli, Louis Souffran. Sciences Po Bordeaux en partenariat avec le Global Social Economy Forum. 2023 (https://chaireterres.hypotheses.org/files/2023/03/Uruguay.pdf)

Coops4Dev. *Uruguay,* Key figures report. 2020. (https://coops4dev.coop/sites/default/files/2020-09/Uruguay%20-%20Key%20Figures%20Report.pdf)

Intendencia Montevideo, « Economía Social y Solidaria », 2021 : (https://montevideo.gub.uy/areas-tematicas/empresas-y-economia/economia-social-y-solidaria)

ICA – EU Partnership. *Mapping: Key Figures. National Report: Uruguay*. Rapport sur les statistiques clés des coopératives en Uruguay. 2020 (https://coops4dev.coop/sites/default/files/2020-09/Uruguay%20-%20Key%20Figures%20Report.pdf)

International Labour Organization, « *The Social and Solidarity Economy in Latin America* », ILO, 2017

Centro de Información Oficial, « *En Uruguay existe una ley que declara de interés nacional la Economía Social y Solidaria* », La Ley en tu lenguaje.

Coop, « *L'Uruguay adopte la loi sur l'économie sociale et solidaire* », Alliance Coopérative Internationale, Février 2020.

(https://ica.coop/fr/presse/actualites/luruguay-adopte-loi-leconomie-sociale-solidaire)

Freire, G. et al. « Inclusión Social en Uruguay », *Grupo Banco Mundial*, 2020 (https://documents1.worldbank.org/curated/en/215211595402950751/pdf/Social-Inclusion-in-Uruguay.pdf)

Municipalité de Montevideo, « Un espace public de travail collaboratif soutenant l'économie sociale et solidaire », *Cités, Territoires, Gouvernance*, 2019.

Neuville, Richard. « Uruguay : un processus historique de récupération d'entreprises par les travailleur-se-s », *Association Autogestion*, 2 novembre 2015.

Organisation internationale du Travail (OIT). *Relations entre organisations de travailleurs et travailleurs de l'économie informelle – Recueil de pratiques*. Genève : Bureau international du Travail, Première édition. 2019. (https://www.ilo.org/global/publications/lang--fr/index.htm)

Ruiz Cumplido, Juan Diego. Cansino Montanez, Kenyi. Llerena, Ana Lucia. « Uruguay », *Ifad*. (https://www.ifad.org/fr/w/pays/uruguay)

Ruiz Hiebra, Pablo, « Plus forts, ensemble : l'Uruguay, un modèle en matière de développement durable », Groupe des Nations Unies pour le développement durable, *Blogs du Programme d'Action 2030*, Novembre 2021

World Bank Group, The World Bank in Uruguay, 2024 : https://www.worldbank.org/en/country/uruguay/overview

Sources académiques :

Aguiar Antia, Sébastián. « Agenda des droits en Uruguay. Événement, biopolitique, immunité et force de loi. », *Politika*, février 2019.

Coraggio, José-Luis. « L'économie sociale et solidaire et son institutionnalisation en Amérique latine : cinq pays, cinq processus ». *Revue Française de Socio-Économie*, 2015/1, n° 15, 2015. p.233-252.

Delgado Soares Netto, F. *Les relations entre droit du travail, coopérativisme et économie sociale et solidaire en Uruguay*. Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale, 3, 144–157, 2022.

Hiez, David. Douvitsa, Ifigeneia. « Le droit coopératif à l'honneur à Montevideo », *Revue Internationale de l'économie sociale*, RECMA.

Lozano, J. M. "Las cooperativas en Uruguay: desarrollo y perspectivas". *Revista de Economía Solidaria*, 2018.

Revue Internationale de l'économie sociale, « L'Uruguay se dote d'une loi « économie sociale solidaire » », *RECMA*.

Sources journalistiques :

Abhervé, Michel. « ESS, Emploi, formation, insertion et bien d'autres choses. », *Alternatives Économiques*, 2017.

Hiez, David. « Guide pour la rédaction d'un droit de l'économie sociale et solidaire », *ESS, Forum International*, Les Rencontres du Mont-Blanc, juin 2021.

Johannes Hartmann, Till & Price Ivins, Courtney. « Uruguay's award-winning innovations for social protection », *World Bank Blogs*, 2016

LED World Forum. *Montevideo accueille le 4ème Forum régional sur le développement économique local pour l'Amérique latine et les Caraïbes*. 2024.

Pena, Alvaro et al. « Renewing the Socioeconomic fabric of Montevideo through waste », *Medium*, 2022.

Pena, Alvaro et al. « Social innovation and experimentation to demonstrate alternatives of development », PNUD Uruguay, 2022.

Reinert, Magali. « Uruguay : le pragmatisme économique favorise la transition énergétique », *Novéthic*, 18 janvier 2016.

RIPESS. Entretien avec Helena Almirati *: « Cette loi guidera, continuons à travailler jour après jour, chapitre après chapitre »*. 2020, 18 février. (https://www.ripess.org/entretien-helena-almirati-cette-loi-guidera-continuons-a-travailler-jour-apres-jour-chapitre-ne-soit/)